

# MOOC CLIMAT

Causes et enjeux du changement climatique



## SEMAINE 4 : CAUSES ET ENJEUX DU CHANGEMENT CLIMATIQUE

*Ce document contient les transcriptions textuelles des vidéos proposées dans la partie « Comprendre la négociation climat » de la semaine 4 du MOOC « Causes et enjeux du changement climatique ». Ce n'est donc pas un cours écrit au sens propre du terme ; le choix des mots, l'articulation des idées et l'absence de chapitrage sont propres aux interventions orales des auteurs.*

### *La négociation climat entre économie et économie politique*

**Jean-Charles HOURCADE**

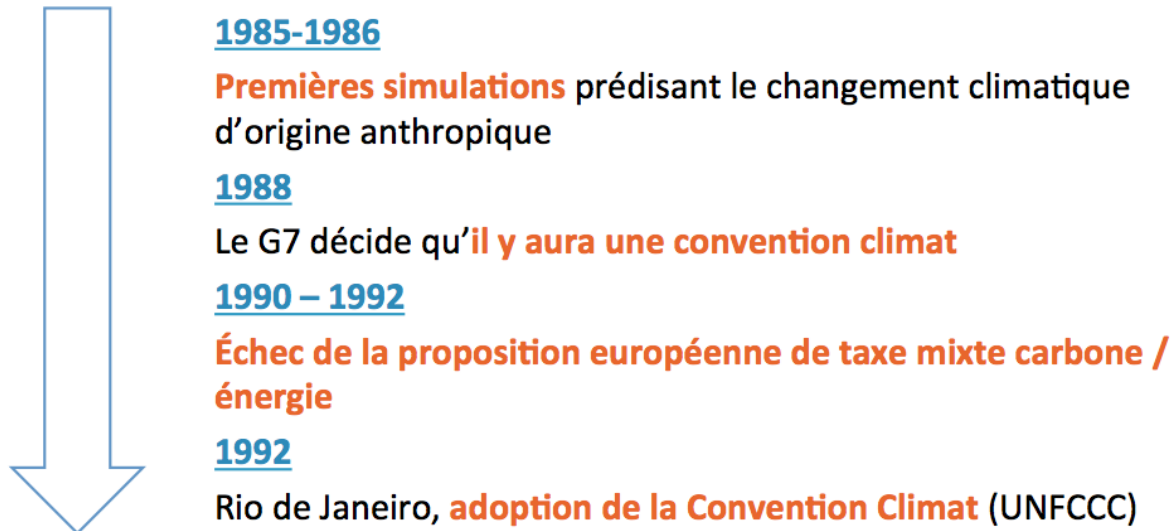
*Directeur de recherche – CNRS*

Nous allons, dans cette vidéo, essayer de comprendre ce qu'est une négociation climat et pour ce faire, nous allons revenir sur le passé parce que ce passé éclaire ce qui se passe aujourd'hui et ce qui va se passer demain.

- Il faut d'abord comprendre que la première question c'est : sur quoi négocier ? Quel type d'engagement est-ce qu'on va essayer de négocier ? Sur du carbone ? Des taxes uniformes que l'on prendrait dans tous les pays du monde ? Est-ce que l'on va négocier sur des quotas d'émission par pays ?
- ⇒ Négocier sur des quotas, ça veut dire, en raison de l'incertitude sur les coûts, qu'il faut s'attendre à ce qu'on fasse recourt ensuite à des marchés de permis négociables entre pays. On va le voir très vite : est-ce qu'on s'entend sur des mesures diverses que l'on coordonnerait ?

- Et puis il y a aussi est-ce que l'on va s'entendre sur un rythme de réduction à l'échelle globale mais surtout à l'échelle des pays ? Quel type de couverture ? Est-ce que c'est tous les gaz ? Seulement le CO<sub>2</sub> ? Est-ce qu'on met les forêts dans cette négociation ?
- Et puis bien sûr, l'affaire des engagements contraignants dont on ne parlera pas dans cette vidéo mais qu'il faut toujours avoir en tête comme un dossier politiquement très important.

Alors, la négociation actuelle porte la marque des origines.



- Il faut savoir que l'affaire climat a été mise sur l'agenda international par une décision du G7 qui décide qu'il y aura en 1992, à Rio de Janeiro, l'adoption d'une convention climat.
  - Il faut comprendre que dans ce G7, il y avait des personnages célèbres comme George Bush Sr. ou Margareth Thatcher, très peu suspects d'écologisme outrancier et que ça se passe très vite, deux - trois ans après les premières simulations de nos collègues climatologues sur l'origine anthropique du réchauffement en cours.
- ⇒ Cette hâte surprenante s'explique très bien par une question de géopolitique pétrolière.
- Nous sommes à une époque où les prix du pétrole sont très bas (c'est ce qu'on appelle un contre-choc pétrolier), et il y a la perception juste par l'ensemble des grands responsables de ce monde que c'est une situation dangereuse parce que ça met l'ensemble du système énergétique mondial aux mains de la région, des régions, dans lesquelles le prix de l'énergie le plus bas c'est-à-dire essentiellement bien sûr le Moyen-Orient.
  - Alors, tout le monde est d'accord en Europe et aux États-Unis pour avancer, et l'Europe commence par proposer une taxe mixte carbone – énergie : 50 % sur le carbone, 50 % sur l'énergie.

- Cette proposition ne sera pas tenue jusqu'au bout parce que la France va retirer son soutien à cette proposition.
- ⇒ Et là, on rentre dans un cas très typique qui va durer dans beaucoup d'exemples, dans beaucoup d'épisodes de cette négociation, c'est le jeu des intérêts mal compris, ou plutôt le jeu où les porte-paroles d'un intérêt ne sont pas, ou suffisamment informés, ou suffisamment fidèles aux intérêts qu'ils représentent.
- Là c'est très simple, d'un côté on a l'industrie française qui se plaint des risques de compétitivité, alors qu'un raisonnement très simple permet de comprendre que finalement, l'industrie qui aurait le plus souffert d'une taxe carbone harmonisée c'est bien sûr l'industrie allemande qui est beaucoup plus intensive en carbone que l'industrie française.
- Deuxième jeu d'intérêt, le nucléaire, puisqu'il est reproché à la taxe mixte carbone européenne de faire reporter une partie de la taxe sur l'énergie en tant que telle, donc, en sens sur le nucléaire que les Français considèrent comme une énergie propre.
- Évidemment, c'est une position de compromis puisque jamais l'Allemagne ou l'Italie ou la Suède n'auraient accepté une taxe portant sur le seul carbone.
- ⇒ Cette taxe était donc dans l'intérêt français mais, par réflexe, par intérêt mal compris, la France a contribué à faire que l'Europe ne pourra pas la représenter de façon unie à Rio de Janeiro.
- À Rio de Janeiro, donc on aura une convention climat. Cette convention surtout s'engage sur le lancement d'un processus qui chaque année va faire que la conférence des parties va se réunir pour essayer de respecter ce qui sera adopté à ce moment-là, c'est-à-dire un accord finalement assez vague dans ses attendus sauf le fait qu'il faut limiter la hausse des températures à un niveau non précisé qui interdise les interférences entre pays, dangereuses avec l'atmosphère.
- Alors, on va s'engager dans une négociation, et le point tournant c'est le mandat de Berlin.



**1995**

**Le mandat de Berlin**

**1997**

**Le Protocole de Kyoto: des « caps » et des « marchés de permis » entre États**

**2000**

**COP6 La Haye quand tout se referme**

**2001**

**COP7 Marrakech un accord sans les USA ... à cause de Bush jr ? Une explication trop facile**

- ⇒ On a vu que l'Allemagne était celle qui allait souffrir le plus d'une taxe carbone. Et bien, le gouvernement du chancelier Kohl, avec Madame Thatcher, avec Madame Merkel comme ministre de l'environnement déjà, veut tout faire pour éviter qu'il y ait une taxe carbone qui était l'idée européenne originelle.
- ⇒ Ils viennent en séance en annonçant moins 25 % de baisse des émissions, c'est-à-dire un objectif par quantité et ils le font d'autant plus facilement qu'ils ont absorbé l'Allemagne de l'Est et que dans ces -25 %, il y a la restructuration industrielle de l'Allemagne de l'Est qui était très émettrice en émissions.
- On a donc ici un point tournant puisqu'à partir de ce moment-là, on va négocier sur des budgets restants d'émissions à émettre.
- ⇒ En le faisant, on rentre dans une logique où on va s'interroger sur l'équité du partage de ces émissions et on comprend bien que c'est très difficile à négocier.
- Les pays émergents vont poser directement la question de la répartition de ces droits à laquelle le Nord sera bien en peine de répondre et le Sénat américain, par une motion adoptée à l'unanimité, va annoncer qu'il ne ratifierait jamais un accord qui se ferait sur de telles bases, sauf s'il y a un engagement significatif - phrase diplomatique -, des pays en développement.
- Alors, on rentre dans une logique dont on sait déjà qu'elle est fondée sur une logique de partage des restes difficile à gérer.
- ⇒ Le protocole de Kyoto va donc quand même adopter un tel système avec des caps, des quotas, et des marchés de permis.
- ⇒ Mais il est fait d'une telle façon que tout est encore possible puisque les pays peuvent très bien s'engager sur des caps et en interne procéder aux mesures qu'ils veulent, aux politiques économiques qu'ils veulent, en toute liberté.

- Donc il y a une interprétation de Kyoto qui aurait pu sauver quelque chose. Mais cette interprétation va être victime de deux phénomènes :
  - Tout d'abord l'Allemagne, qui va imposer des conditions qui vont faire durer la négociation pendant trois ans parce qu'encore une fois, elle fait tout pour éviter qu'il y ait des prix du carbone qui menacent la compétitivité de son industrie.
  - Et deuxièmement, il y a une dérive idéologique, qui fait que l'on va passer de l'idée de marché du carbone entre les états, entre prix du carbone, dont la démarche est généralisée à l'échelle mondiale.
- ⇒ Et ça change tout, puisque, pour prendre un exemple très simple, un prix du carbone de 50 € la tonne double le prix du ciment en Inde.
- ⇒ Ce schéma-là sera inapplicable et ne sera, de fait, pas appliqué.
- On va donc échouer, cela va être entériné par la sixième conférence des parties à la Haye et ensuite à Marrakech et puis il y aura bien sûr la présence de Bush Jr. qui va retirer les USA du processus pendant à peu près huit ans.
- Le dossier va être relancé à Bali, puis à Copenhague où là, on espère bien sûr que les choses vont se déclencher de façon plus favorable avec l'arrivée d'Obama.
- ⇒ Mais on a oublié que l'échec des négociations climat ce n'est pas seulement dû à George Bush Jr., c'est lié au fait qu'on n'a pas pu avoir un accord avec l'administration américaine qui était probablement la plus favorable qu'on ait jamais connue historiquement à un accord sur le climat.



**2008**

**Bali:** relance du dossier climat et ... début d'une crise économique durable

**2009**

**COP 15 Copenhague:** bulle médiatique et de faux espoirs brisés et une forte crise de crédibilité dans l'opinion

**2010**

**COP16 Cancun:** sortie de l'hypnose de Berlin: principe d'accès équitable au développement, qui oriente vers un « agenda positif »; engagement d'un **Fonds Vert Climat**

- Alors, lorsqu'Obama prend le pouvoir, il y a un petit incident que la presse ne relèvera pas. C'est que très vite, avec la mort de Ted Kennedy, il va perdre la majorité à 60/40 dont il a besoin pour passer au Sénat sans avoir besoin d'un accord bipartisan.

- ⇒ Or, sa priorité ce n'est pas le climat, sa priorité c'est la santé et on sait quatre ans plus tard qu'il aura des problèmes pour faire passer cette réforme fondamentale pour lui.
- ⇒ Donc on aurait dû savoir qu'à Copenhague, rien n'était possible parce qu'Obama était empêché.
- Et puis enfin, on a un point tournant, dont on espère qu'on pourra faire quelque chose, c'est à Cancun.
- ⇒ Là, on sort de l'hypnose de Berlin d'une approche par quotas et on va adopter le principe d'accès équitable au développement, donc non plus de partage des restes mais d'ouverture positive sur la réconciliation entre les politiques climatiques et les politiques de développement.
- ⇒ Le problème, bien sûr, c'est qu'on le fait dans un contexte défavorable, contexte de crise économique et de transformation des rapports de forces géopolitiques à l'échelle mondiale puisque maintenant il faut compter avec les grands émergents que sont la Chine et l'Inde.
- ⇒ Donc, à retenir, c'est qu'on a oublié pendant dix ans le nœud gordien climat/développement, qu'on s'est piégés dans un jeu conflictuel sur le partage équitable d'un budget d'émission et qu'il faudra à l'avenir se méfier de l'instrumentalisation des arguments par des idéologies ou par les agendas des divers acteurs.

# Dénouer le nœud gordien climat - développement

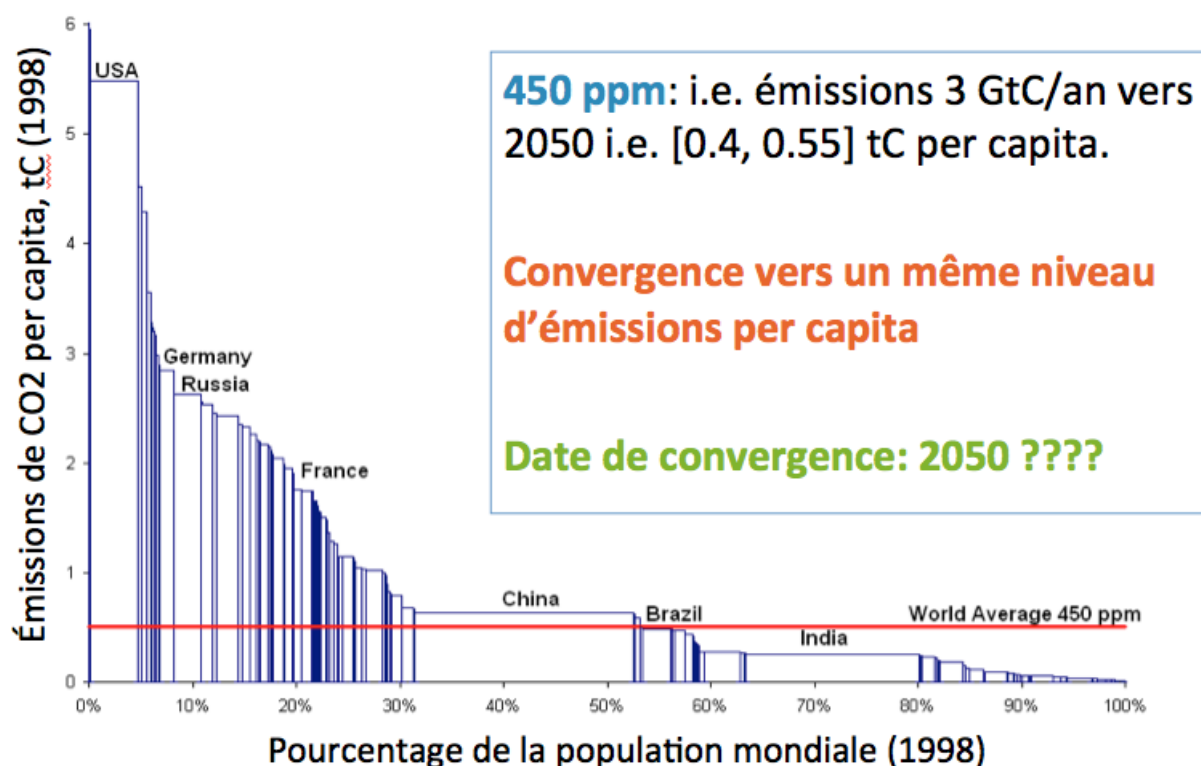
Jean-Charles HOURCADE

Directeur de recherche – CNRS

Nous allons ici essayer de comprendre comment on peut essayer de dénouer le nœud gordien climat-développement.

La chose est simple à dire, il n'y aura pas de politique climatique si l'on n'y associe pas les pays en développement et en même temps, les pays en développement ne participeront pas aux politiques climatiques si celles-ci sont vécues comme des contraintes supplémentaires à leur développement.

⇒ Pour comprendre les enjeux, ce graphique donne les émissions par tête des grands pays du monde, et le pourcentage de ces pays dans la population mondiale.



➤ On a tracé une ligne rouge, théorique, mais qui représente quelque chose de précis qui est qu'est-ce qu'il faudrait comme émission par tête en 2050 pour respecter une trajectoire qui stabiliserait les concentrations de CO2 dans l'atmosphère à 450 parties par million, en gros, ce qu'il faut pour rester autour des 2°C de réchauffement du climat.

- ⇒ Il y a donc dans cette hypothèse, un budget global et une convergence vers un niveau par tête d'émission.
- On voit bien sûr ce que tout le monde connaît, je pense : l'ampleur des baisses d'émissions qui devaient être faites aux USA mais aussi dans nos pays, l'Allemagne, la France etc.
- Il y a un petit détail qui doit nous intéresser ici, c'est que la Chine déjà et bientôt le Brésil passent en dessus de cette ligne, ça veut dire que, dans toutes négociations par exemple sur des quotas d'émission, très vite, la Chine et le Brésil vont être des importateurs de permis par rapport à l'Inde et on voit mal bien sûr, pour caricaturer, le bureau politique chinois accepter de s'engager dans un accord qui l'obligerait chaque année à financer son grand voisin indien.

Alors, il faut prendre la mesure des impasses que constitue tout raisonnement sur un partage des restes du budget d'émission qui est celui que l'on vient de voir maintenant.

- Tout système, quotas plus commerce, *cap and trade*, impliquent des transferts compensatoires énormes entre le Nord et le Sud que les simulations existantes toutes situent supérieurs à 1 % du produit intérieur brut de l'OCDE pendant 40 ans.
- ⇒ Donc ils n'auront jamais, dans le passé, réussi à satisfaire, à remplir l'objectif proclamé de 0,7 % du PIB pour l'aide au développement.

Pourquoi des transferts si massifs ?

- C'est que les pays du Sud sont plus impactés que ceux du nord par un prix du carbone.
- Leur décollage économique dépend en effet de secteurs intensifs dépendants en énergie comme le ciment, l'acier, les non-ferreux, la pétrochimie ;
- ⇒ 50 € la tonne de carbone double le prix du ciment en Inde.
- Ce qui fait que pour eux, l'effet de propagation des coûts dans tout l'appareil de production est bien plus fort que chez nous et ça joue sur le coût de leurs infrastructures et aussi sur bien sûr la capacité de leurs industries exportatrices.
- Et enfin, les coûts de l'énergie bien plus élevés vont retomber sur les couches moyennes émergentes de ces pays qui en gros se verraient au moment où elles sortent de la pauvreté empêchées de le faire par des coûts énergétiques trop élevés.
- ⇒ Ça ne veut pas dire qu'ils ne puissent pas contourner ces obstacles, mais en tout cas ils existent et il faut voir comment on peut le faire.
- Ils pourraient le faire avec des mesures d'accompagnement qui sont possibles, sauf qu'il devrait pouvoir le faire à un rythme qui peut-être ne sera pas compatible avec leurs contraintes politiques internes.



- On peut aussi jouer sur la générosité du Nord, les économistes appellent ça des transferts compensatoires mais on voit mal aujourd'hui des pays comme le nôtre, comme l'Allemagne, comme les USA faire des transferts en direction de pays si peuplés au moment même où l'on constate une transformation des rapports de force géopolitiques et des transports de forces économiques où, par exemple, la sidérurgie française aujourd'hui est détenue par des capitalistes en provenance de l'Inde.
- Et, dernier point, même au sein des pays en développement, il n'y aurait pas d'unité puisque la Chine par exemple serait forcée très vite de financer un pays comme l'Inde et bien sûr les pays africains.

Alors, une question après ce diagnostic un peu négatif, pourquoi malgré tout on peut penser que des pays émergents, on est sûrs que les pays émergents veulent une politique climatique ?

- D'abord ils ont une vraie perception de la menace : montée des déserts, transformation des régimes hydriques, du régime des pluies, multiplication des zones qui deviennent inhabitables parce que les pointes de chaleur sont trop récurrentes et trop longues et trop fortes ;
- Mais aussi il y a la vraie perception de grands pays comme la Chine, l'Inde, des risques de la géopolitique de l'énergie tout au long du XXI<sup>e</sup> siècle pour la paix dans le monde puisque l'énergie a été et restera une source de conflits pour l'accès aux ressources fossiles.
- Il y a aussi la réduction des pollutions atmosphériques locales, pollutions urbaines, très importantes et de façon positive, le fait qu'ils sentent bien qu'il y ait une frontière d'innovation bas carbone dont ils pourraient profiter et là ne plus être suiveurs historiquement mais devenir leaders.
- Ils ont aussi conscience qu'ils sont en train de construire sur 20/30 ans l'essentiel de leurs infrastructures et que donc ils vont bifurquer vers un type précis de développement plus ou moins mimétique du notre si on n'y prend garde.
- Ils ont conscience que ce développement va se faire dans un contexte de tensions sur l'énergie et sur les ressources et que donc, ils risquent d'être piégés et piégés dans un développement dualiste parce que tout simplement ils ne pourront pas offrir ce modèle de développement à l'ensemble de leurs populations.
- ⇒ En même temps, il y a des scénarios faits dans ce sens par beaucoup de scientifiques de ces pays sur le fait qu'ils pourraient bifurquer vers un développement que l'on appellerait plus inclusif, où il n'y ait pas cet éclatement entre ville et campagne, entre riches et pauvres.
- ⇒ Mais pour cela, il faut réorienter rapidement leur politique d'infrastructures dans les transports, dans le bâtiment et dans les infrastructures en zone rurale.

- Un bas carbone les y aiderait, pourquoi ? Parce que ça permettrait de réorienter l'épargne nationale qui aujourd'hui va, même chez eux, vers la spéculation immobilière ou se place à l'étranger.
- ⇒ Leur intérêt c'est que cette épargne se réinvestisse dans ces infrastructures et peut-être la politique climat pourrait y contribuer.

C'est toute la signification du changement de paradigme de Cancun. A Cancun, on adopte l'idée que le principe est celui de l'accès équitable à un développement bas carbone.

- En jouant sur des politiques de prix, c'est impossible parce que ce n'est pas même les prix du carbone à 50 ou 60 € qui vont ralentir la dynamique urbaine dans ces pays.
- Il faut une action précoce pour rediriger un investissement d'infrastructure, il faut qu'on l'ait même en l'absence d'un fort signal prix.
- C'est une affaire de redirection des investissements et bien sûr là vient la question du principe de responsabilité commune mais différenciée où là, les pays du Nord ont une responsabilité.
- ⇒ Les pays du Nord se sont engagés à financer un fond vert carbone pour les prochaines années, ce fond est fait de financements publics, il sera probablement insuffisant pour faire toute cette redirection mais en tout cas c'est un premier pas et celui-là, il est attendu par l'ensemble des pays en développement.

Alors, à retenir, des pays en développement conscients de la nécessité de maîtriser le changement climatique, en attente de propositions crédibles des pays développés.

Et dernier détail, les intérêts de ces pays ne sont pas si convergents que l'on peut penser, ils sont traversés de contradictions internes mais l'expérience montre qu'ils sont tout à fait capables de retrouver leur unité contre le Nord quand il s'agit de demander que le Nord soit sérieux en faisant des telles propositions.

# COP 21 et au-delà

**Jean-Charles HOURCADE**

*Directeur de recherche – CNRS*

Nous allons essayer ici de comprendre le cadrage actuel des discussions pour COP 21 à la fin de cette année en France mais aussi bien sûr au-delà de COP 21.

L'enjeu, c'est de donner une suite au protocole de Kyoto qui n'existe plus, et par rapport à ce protocole, il y a un changement de perspective.

- ⇒ On ne va plus négocier sur des quotas par pays, mais des annonces de ce que j'ai gardé en anglais ici les INDC (*intended nationally determined contributions*) ce qui veut dire les contributions que les pays vont mettre sur la table en termes de politique conduisant à des baisses d'émissions.
- Alors, il est à s'attendre que l'application de toutes ces mesures ne permettra pas de placer l'humanité sur une trajectoire d'émissions compatible avec l'objectif affiché de 2°C de hausse de température.
- Donc la question est, quel est le type d'accord qui permettrait de déclencher un mécanisme de coopération suffisamment intéressant pour les parties, générant suffisamment de gains pour inciter l'ensemble des pays de mener des politiques plus ambitieuses nous rapprochant de l'objectif d'une trajectoire 2°C.
- Alors, il y a une première question que sûrement vous vous posez, c'est celle de la nature contraignante ou pas de ces INDC, de ces contributions.
- Ici, il ne faut pas se tromper, parce que se tromper c'est rendre les choses plus difficiles.
- Peut-on penser à des engagements légalement contraignants avec autorité internationale, imposant des sanctions ?
- ⇒ En fait, en réfléchissant un peu, on se rend compte qu'il est utopique aujourd'hui de penser que ni les USA, ni la Chine, ni l'Inde n'accepteront une telle autorité.

Est-ce que ça veut dire qu'on ne peut rien faire ? Pas du tout, parce qu'il y a deux options possibles :

- L'une, c'est de prendre des engagements contraignants au sens où les engagements que l'on prend, ont force de loi dans chaque juridiction nationale.
- ⇒ Un pays comme les USA y tiennent beaucoup, les Chinois aussi et c'est déjà pas mal par rapport à la situation actuelle.

- Maintenant, il y a aussi une deuxième option, compatible avec la précédente, c'est de lancer des mécanismes dont les bénéfices seront partagés par tous mais dont seraient privés ceux qui ne joueraient pas le jeu.
- ⇒ En gros, l'enjeu est de créer un cercle vertueux de confiance parce que le respect des 2°C ne se fera pas par décret dans le monde tel qu'il est, sans autorité publique internationale.
  - Il suppose un mécanisme dont les résultats seront tangibles par tous, tout de suite, immédiats, pour que dans les années qui viennent, il y ait une demande politique forte de renforcement de ces mécanismes.
  - Beaucoup de paramètres peuvent ici rentrer en compte mais le principal, il faut l'avouer, c'est la question du financement.
  - Pour comprendre l'enjeu, il faut savoir que nous avons pas mal de travaux au GIEC, à l'Agence Internationale de l'Energie, qui montrent que les investissements additionnels, ce qu'il faut payer en plus pour la transition bas carbone ne représenteraient après tout que entre 0,5 et 1 % du PIB pour les pays hors OPEP sur 20 ans.
  - ⇒ C'est significatif, mais c'est macro économiquement totalement jouable sans sacrifier de façon démesurée les intérêts des générations présentes.
  - Pourquoi ces chiffres si modestes ? Parce que simplement les surcoûts de l'offre énergétique bas carbone – les surcoûts sont réels -, sont compensés par le fait que l'on lance une dynamique où la demande énergétique, elle, sera plus faible : on gagne du côté de la demande ce que l'on perd sur l'offre.
  - Macro économiquement donc jouable ne veut pas dire que ce soit si facile à faire parce que cela demande une redirection énorme des investissements en cours aujourd'hui qui porte sur entre 8 à 10 % de la formation brute de capital fixe, c'est-à-dire de la masse des investissements que le monde effectue chaque année.
  - ⇒ Ça veut dire qu'il n'y a pas une contrainte de financement parce que l'épargne mondiale est grande.
  - ⇒ Ça veut dire simplement qu'il faut trouver des mécanismes qui réorientent cette épargne vers des investissements bas carbone.
  - Et finalement, un tel mécanisme pourrait intéresser même ceux qui ne s'intéressent pas beaucoup, dont la priorité principale n'est pas les politiques climatiques mais ceux qui s'intéressent beaucoup aux politiques économiques à mener aujourd'hui pour sortir l'économie de cette période instable de marasme économique que nous connaissons.
  - Car en effet, quelle est la situation actuelle ? Coexistence entre des épargnes très fortes, mais aussi une résistance à investir de façon productive cette épargne dans un monde où

les entreprises sont beaucoup plus qu'il y a 20 ou 30 ans gérées en fonction de la valeur des actions au jour le jour telle qu'elle est valorisée par les marchés boursiers.

- Dans un tel système, les investissements de long terme sont forcément découragés.
- ⇒ Donc il y a un enjeu majeur pour l'ensemble de l'économie mondiale d'utiliser la transition bas carbone comme un moyen de résoudre cette contradiction entre épargne importante et difficulté à l'investir de façon productive.

Comment le faire ? Et bien des principes simples.

- Il y a le Fonds Vert Climat mais lui, il repose essentiellement sur des financements publics dans un contexte où les dettes publiques sont quand même tout à fait importantes même si on tend à les résorber et donc on voit bien qu'on arrivera à mobiliser, à rediriger les investissements nécessaires que si on mobilise l'épargne privée aujourd'hui disponible, qu'on la réoriente vers des investissements bas carbone ce qui veut dire que le risque de ces investissements doit être diminué.
- En général, ces investissements sont des investissements plus intensifs en capital que les autres, ça veut dire très concrètement que pour la même énergie produite ou épargnée ça demande plus de dépenses immédiates.
- Ceci, on ne peut le faire que par des systèmes qui baissent ce risque d'investissement et aussi en travaillant sur ce qu'on appelle les systèmes d'intermédiations financières qui font que votre épargne, la mienne, la vôtre, est aujourd'hui gérée par des systèmes qui mettent beaucoup de temps à transférer cette épargne en investissements productif - une partie d'entre elles d'ailleurs -, et c'est une raison de la crise actuelle et tentent d'orienter vers des déplacements spéculatifs et des placements immobiliers.

Alors, comment faire cette redirection ? On voit bien tout de suite que ce n'est pas la compétence stricte de COP 21 de mettre en place de tels dispositifs parce que ça relève d'autres dimensions de la gouvernance internationale.

- ⇒ En revanche, elle peut ouvrir la voie par des systèmes fiables de suivi, de contrôles et de vérifications des projets et des politiques et par l'ouverture d'une discussion sur la valeur du carbone à retenir pour que l'ensemble des dispositifs d'aide aux investissements soit calé sur cette valeur pour garantir leur cohérence d'ensemble et leur efficacité.

Alors ce qu'il faut retenir, c'est que la transition bas carbone peut enclencher un cercle économique vertueux dans une économie mondiale en crise en accélérant la rotation de l'épargne vers des investissements socialement utiles, investissements essentiellement d'infrastructures au lieu d'investissement spéculatifs.

- La Convention Climat ne peut pas tout faire mais elle peut préparer les conditions pour l'évolution de ce qui va se passer dans d'autres instances de la gouvernance

internationale, régulation financière, monnaie, commerce et bien sûr l'affaire des droits de propriété intellectuelle.

- En termes de responsabilités, une telle évolution concerne l'ensemble des pays du monde, est au bénéfice de l'ensemble des pays du monde mais il y a toujours ce principe de responsabilité commune mais différenciée.
- Il joue pour le climat, il joue aussi bien entendu sur l'état actuel du système financier.
- ⇒ C'est pour ça qu'aujourd'hui, à court terme, c'est bien à partir de l'initiative prise dans des pays européens, aux États-Unis et au Japon, que cela pourra passer.
- ⇒ C'est à nos pays aujourd'hui vu leur responsabilité historique à la fois sur le climat et sur la crise financière qu'il appartient de mettre sur la table des propositions dont on sait aujourd'hui qu'elles seront vite acceptées et reprises par les grands pays émergents parce qu'ils souffrent eux aussi des mêmes problèmes que nous d'orientation de cette épargne et d'orientation intelligente de cette épargne, encore une fois abondante mais mal dirigée aujourd'hui.